



**Madame la Préfète,
Monsieur le Président du Conseil Général,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Madame, Monsieur,**

Les conditions dans lesquelles s'organise la rentrée 2010 sont marquées par un désengagement considérable de l'Etat qui conduit à des remises en cause du fonctionnement et des missions du système éducatif.

Une diminution devenue insoutenable des moyens mis à disposition de l'enseignement public et laïque. En dix ans, c'est un point de PIB qui a été perdu dans les dépenses intérieures d'éducation.

Une formation professionnelle initiale des enseignants qui connaît cette année une dégradation sans précédent. En feignant de croire qu'un enseignant puisse se passer d'une formation professionnelle de qualité, le ministère va considérablement fragiliser le système éducatif.

Et enfin, un dialogue qui se limite à mettre les différents partenaires du système éducatif devant le fait accompli de décisions non négociables.

Face à cette situation, les organisations syndicales ont à nouveau alerté le ministre sur les conditions de préparation de la rentrée 2010. Dans la continuité de la journée de grève interprofessionnelle du 23 mars, elles appellent l'ensemble des personnels à marquer leur exigence d'une autre politique éducative et budgétaire

Elles continueront, à tous les niveaux, à dénoncer cette situation et le dogme, pour les services publics et l'Education Nationale en particulier, du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants en retraite.